

# Intervention du président Charles Michel lors de la conférence de presse avec le Premier ministre portugais António Costa à Lisbonne



Merci pour l'accueil qui m'est réservée. Ma présence ici est aussi le signe d'un soutien très, très engagé. Le signe aussi de la confiance. On se connaît depuis plusieurs années, on travaille ensemble depuis plusieurs années et je suis optimiste, un peu à l'image du symbole de la présidence portugaise, le soleil, la lumière et l'espoir.

L'année 2020 a été une année brutale pour le monde, pour l'Union européenne également. Cette crise, le COVID-19, qui nous a frappés, qui nous a ébranlés et qui a peut-être aussi été l'occasion d'affirmer les priorités de l'Union européenne, d'abord au travers de l'unité et de la confiance qui a été nécessaire. L'unité, ça n'est jamais simple, ça se travaille en permanence et nécessite des efforts, du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la capacité de décider ensemble.

Vous savez, nous le savons, cette présidence portugaise démarre au début de l'année 2021, alors que l'année précédente a été marquée par ce choc, et démarre alors que nous ne sommes pas encore sortis du COVID-19. Nous sommes mobilisés, totalement, avec la Commission européenne, avec les gouvernements et les autorités locales également afin de déployer les vaccins. Et on voit que c'est un défi gigantesque face à nous. Nous allons continuer à être mobilisés sur ce sujet et c'est en ce sens que nous avons évoqué tout à l'heure qu'avant la fin du mois de janvier, il y aura à nouveau une vidéoconférence au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement afin d'aborder une fois encore cette question de la gestion de cette crise COVID qui nous frappe et cet important déploiement des vaccins, mais également de tous les instruments à notre disposition pour limiter la propagation du virus, prendre le contrôle sur le virus, faire en sorte que 2021 soit l'occasion de maîtriser ce virus.

Et puis, les trois priorités exprimées très bien par António Costa concordent parfaitement avec les objectifs à moyen et à long terme de l'Union européenne. Le premier point, c'est réussir la relance économique.

De nouveau espoir, mais pas seulement de l'espoir, c'est également la capacité de mobiliser des moyens financiers concrets: l'année 2020 a été marquée par deux moments politiques importants pour l'Union européenne: l'accord du mois de juillet: quatre jours et quatre nuits, 750 milliards d'euros qui ont été mobilisés, une part substantielle en subventions, des plans nationaux pour mobiliser ces moyens en direction du développement économique, en direction des citoyens et surtout au départ de deux piliers: le changement climatique et l'agenda numérique. Deux piliers qui rentrent

totalément dans les priorités de cette présidence portugaise et pour lesquels nous avons du pain sur la planche en 2021.

Dès les premiers mois de 2021, les accords climat, puisque nous avons validé au mois de décembre nos ambitions à l'horizon 2030, après avoir validé cette ambition de neutralité climat à l'horizon 2050 pour l'Union européenne et qui fait de l'Union européenne un leader sur le plan climatique et qui fait de nous une entité qui a l'ambition d'utiliser cet enjeu climatique comme opportunité pour soutenir davantage de développement, davantage de prospérité et de cadre de vie.

Il en va de même pour la question numérique. Le Portugal, d'ailleurs, a une expérience extrêmement importante, avec une ambition très forte qui sera certainement utile sur le plan européen également.

Deuxième point: le pilier social. J'aime bien cette expression qui a été utilisée par le ministre portugais des Affaires étrangères, qui dit "c'est l'Europe pour les gens" et on ne doit pas oublier que le point de départ de ce projet européen au siècle passé, c'est mettre à l'avant plan ce bien être européen, cette qualité de vie, ces conditions de vie. L'Europe, c'est plus qu'un projet financier, c'est plus qu'un projet économique, c'est un projet fondé sur des valeurs. Et c'est en cela que ce moment du mois de mai, cette réunion qui aura lieu ici à Porto, est un moment que nous allons bien préparer, en étroite coopération, tu peux compter sur tout le soutien du Conseil, des équipes qui m'entourent pour venir en appui. Car ça doit être un moment pour donner ce signal de façon très, très concrète qui fasse cette démonstration de la valeur ajoutée du projet européen pour 450 millions de citoyens européens, pour leur dignité, pour leur cadre de vie. Et ça se traduit à la fois au travers de droits sociaux, au travers de l'accès à l'éducation, au travers de la lutte contre toutes les formes de discrimination, contre les inégalités. Il y a là un moment qui sera, j'en suis totalement convaincu, un moment important pour le projet européen.

Et puis, le troisième point, effectivement l'Europe globale, l'Europe qui prend son destin en main et l'Europe qui utilise les instruments dont nous disposons: un marché intérieur, 450 millions de citoyens, une force économique, une force commerciale, des chercheurs, une capacité d'innovation, des capacités aussi d'exprimer des positions sur le plan international, de travailler pour tenter de garantir plus de sécurité. Et cette ambition suppose aussi que l'Union européenne assume pleinement son devoir comme partenaire engagé pour le multilatéralisme. Cette conviction que la coopération internationale est la clé pour relever des défis qui confrontent le monde dans son ensemble, mais également quelques grands rendez-vous qui seront importants: le rendez-vous avec l'Inde, partenaire important pour l'Union européenne, pour le changement climatique, pour la capacité de stimuler des investissements, de faire améliorer les principes de fairplay économique, les principes de réciprocité, le lien transatlantique, après des élections récentes aux Etats-Unis qui sont l'occasion, on a déjà eu ce débat au niveau du Conseil européen, de baliser pour l'avenir, les priorités, notre relation avec cette partie du monde, sans oublier la relation avec l'Afrique, ce grand continent au sud de l'Europe pour lequel nous souhaitons aussi engager fortement des projets.

Et sans oublier aussi que ce 1er janvier est aussi une date qui compte puisqu'un pays a quitté l'Union européenne. C'est donc une nouvelle relation future qui va devoir être mise en oeuvre à la suite des accords qui ont été conclus à la fin du mois de décembre avec le Royaume-Uni.

Vous voyez un agenda ambitieux, au sens positif du terme, et une volonté farouche d'être tout entier mobilisé. Je me réjouis en tout cas, António, de pouvoir compter sur une coopération qui, je le sais, sera très, très étroite, très forte, parce que nous partageons ces mêmes convictions européennes. Et nous pensons qu'au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, partout sur le territoire de l'Union européenne, nous sommes dans le même bateau et nous avons la même conviction que ce moment doit être un moment pour faire progresser l'Union européenne au service des 450 millions de citoyens européens.

---

## **Publication of financial instruments reference data after the end of the Brexit transition period**

The FIRDS delta files (DLTINS) published by ESMA contain information about:

- Termination of all UK financial instruments: (ISIN, MIC) records for MICs in the UK and which were still active have been terminated and their termination date has been set to 31 December 2020 at 22:59:59 UTC;
- Updated Relevant Competent Authority (RCA) for all financial instruments which previously had GB as RCA and which will continue to be traded in the EU.

The FIRDS full files (FULINS) published by ESMA contain information on all financial instruments which are active on EU trading venues, along with their latest descriptions and RCA information.

ESMA would like to remind users to process these files in accordance with their systems implementation to capture all the above-mentioned changes.

ESMA will subsequently resume processing of FIRDS files received during the maintenance window, as per Brexit data operational plan published on [ESMA website](#).

Please note that FITRS and DVCAP systems are still under maintenance until Monday 11 January 2021. Should ESMA complete the FITRS and DVCAP operations earlier than 11 January 2021, ESMA will reopen FITRS and DVCAP systems earlier to minimise the downtime. A separate communication will be made when these systems are reopened.

---

## [#Team Europe: EIB supports healthcare sector in Jordan](#)



- USD 59 million for the procurement of vaccines and health equipment
- The programme supports Jordan's adaptation to the COVID-19 pandemic

The [European Investment Bank \(EIB\)](#), the lending arm of the European Union, and the [Hashemite Kingdom of Jordan \(HKJ\)](#) signed a USD 59 million loan agreement to support the country's healthcare sector during the [COVID-19 pandemic](#).

The Ministry of Health will use the EIB funds for the procurement of COVID-19 vaccines (once available) and the implementation of the vaccination campaign, and for other necessary medical supplies and equipment, personal protective equipment, ambulances and other medical vehicles.

The Bank's funding will help to implement the Government's National COVID-19 Preparedness and Response Plan in order to limit the spread and mitigate the impact of the pandemic in the country. It comes in the framework of the [NC COVID-19 public healthcare programme loan](#), which was approved by the EIB Board of Directors in June 2020. Moreover, the operation is part of the EU's [Team Europe](#) response to COVID-19, which seeks to combine resources from the EU, Member States, and financial institutions to support vulnerable partner countries in responding to the immediate health crisis.

The Minister of Planning and International Cooperation, **H.E. Nasser Shraideh** expressed his gratitude to the European Investment Bank for its support to Jordan. He said, "the EIB financing comes with favourable conditions. As a critical development partner, the EIB has provided critical financing to vital sectors of the economy and has financed a number of feasibility studies in multiple sectors."

The Minister went on to say that the EIB stepped up its support to Jordan as a response to the challenges posed by the spread of the COVID-19 pandemic under the umbrella of the European Union response to the pandemic outside the European Union.

[Dario Scannapieco](#), Vice President of the EIB commented on the signature: "It is important to reinforce the capacity and capability of the Jordanian healthcare system to protect people against the COVID-19 pandemic. Our new financing demonstrates EIB's commitment to support Jordan and its resilience against external shocks and pandemics like COVID-19. Our new financing will enable the purchasing, distribution and delivery of vaccines, once available, as well as needed healthcare equipment to control the pandemic and mitigate its impact."

The EU Ambassador to Jordan, H.E. Maria Hadjitheodosiou, indicated that “this timely operation, as a part of the Team Europe initiative, will reinforce Jordan’s COVID-19 response and ensure that the vaccine is available in Jordan as soon as possible to protect people’s lives and support the local health sector.” She stressed that “this project is fully aligned with, and reinforces the EU’s partnership with Jordan, and is complementary to further financial assistance towards Jordan’s COVID-19 response via the Madad fund and the EU’s Macro Financial Assistance agreements.”

In response to the COVID-19 pandemic, the EIB has stepped up its operations to support the Jordanian economy. In addition to its support to the health sector, the Bank extended a total of EUR 170m in credit lines in 2019 to support private sector businesses with a focus on SMEs that have been severely affected by the economic consequences of the coronavirus outbreak.

#### **Note to the editor**

**The European Investment Bank (EIB)** is the European Union’s bank. It is the long-term lending institution of the EU and is the only bank owned by and representing the interests of the [European Union Member States](#). The EIB works closely with other [EU institutions](#) to implement EU policy.

---

## **[Article – The impact of textile production and waste on the environment \(infographic\)](#)**



## Greenhouse gas emissions

It is estimated that the fashion industry is responsible for 10% of global carbon emissions – more than [international flights and maritime shipping](#) combined.

[According to the European Environment Agency](#), textile purchases in the EU in 2017 generated about **654 kg of CO2 emissions per person**.

## Textile waste in landfills

The way people get rid of unwanted clothes has also changed, with items being thrown away rather than donated.

Since 1996, the amount of clothes bought in the EU per person has increased by 40% following a sharp fall in prices, which has reduced the life span of clothing. Europeans use nearly 26 kilos of textiles and discard about 11 kilos of them every year. Used clothes can be exported outside the EU, but are mostly (87%) incinerated or landfilled.

Globally less than 1% of clothes are recycled as clothing, partly due to inadequate technology.

## Tackling textile waste in the EU

The new strategy aims to address fast fashion and provide guidelines to achieve high levels of separate collection of textile waste.

Under the [waste directive](#) approved by the Parliament in 2018, EU countries will be obliged to collect textiles separately by 2025. The new Commission strategy also includes measures to support circular material and production processes, tackle the presence of hazardous chemicals and help consumers to choose sustainable textiles.

The EU has an [EU Ecolabel](#) that producers respecting ecological criteria can apply to items, ensuring a limited use of harmful substances and reduced water and air pollution.

The EU has also introduced some measures to mitigate the impact of textile waste on the environment. Horizon 2020 funds [RESYNTEX](#), a project using chemical recycling, which could provide a circular economy business model for the textile industry.

---



## Netherlands: A first in special care: 's Heeren Loo borrows from EIB



©'s Heeren Loo

- €200 million EIB-loan for new construction and renovation of 's Heeren Loo's care facilities.
- Financing is first EIB-investment in The Netherlands specifically targeting care for people with intellectual disabilities.

's Heeren Loo, market leader in care for people with intellectual disabilities in The Netherlands, will be the first party in its sector to borrow from the European Investment Bank (EIB). In first instance, this will regard a €200 million loan agreement used for s' Heeren Loo's medium-term investment plans. The financing will be used for direct investments in new construction of living quarters and daytime activities locations for its clients. The investments will create better care conditions for its residents and will also reduce CO<sub>2</sub>-emissions of s' Heeren Loo's various premises.

With this agreement, 's Heeren Loo is the first institution that takes care of people with intellectual disabilities to sign a European loan. *"That is something we're proud of, and we worked hard for this."*, says CFO **Ernst Klunder**. *"For our organisation this represents a good addition to the financing possibilities we already have with regular Dutch banks. Our Fitch AA-rating, which we obtained earlier this year, allows us to split our financing needs over different financiers. This new collaboration shows that*

*there is trust in our organisation with big parties even outside our own country. That is not just a compliment for our organisation, but also for our sector."*

*"The investments of the European Investment Bank has, as their ultimate goal, to improve people's lives.", added vice-president **Christian Thomsen** of the EIB. "The EIB has financed quite a number of healthcare institutions in The Netherlands in recent years, but this is the first time a projects focuses specifically on care for people with disabilities. Not only is that something to be proud of, it is also very much in line with European priorities in the social field. 's Heeren Loo is investing heavily in further improving her service and we are glad to be able to support these plans."*

For the 2021-2025 period, 's Heeren Loo has investment ambitions totalling €555 million. The lion share of this, some €380 million, is meant for real estate plans in the regions where it operates. The living facilities of the organisation's clients will be adapted to the newest demands and wishes. For example, clients who currently still share sanitary facilities, will obtain private bathrooms and larger bedrooms. To implement this, a new housing concept has been developed, with the overarching idea of 'renovation where it is possible, new construction where it is necessary'. This last point is specifically relevant for the province of Zeeland, where 's Heeren Loo merged with care institution Arduin in 2019. Apart from living facilities, 's Heeren Loo is also working on the functional improvement of a number of daytime activities locations.

's Heeren Loo is the largest organization when it comes to guiding, caring for and providing housing to people with an intellectual disability. With a working area of □□nearly 300 municipalities and nearly 650 locations, the organisation is active throughout the Netherlands and delivers care to more than 14,000 clients with 17,000 employees. 's Heeren Loo distinguishes itself by offering complex care to a diverse client group. The vast majority of clients fall under the Long-term Care Act (84% of turnover). Many of them live with 's Heeren Loo all their lives. We mainly support clients with complex care needs. In addition, we provide care to clients who fall under the Social Support Act (WMO) and to clients who fall under the Youth Act, a client group experiencing strong growth.

Together with the Advisium knowledge center, 's Heeren Loo invests heavily in scientific research and innovation. This gives employees the knowledge and expertise to continuously improve the quality of treatments. The organization also has partnerships with universities through academic workshops to link theory and practice.